

Communiqué de presse Sud Santé Sociaux 29 sur les vaccins.

La campagne de vaccination a débuté dans notre département depuis la première quinzaine de Janvier 2021.

Une fois de plus, c'est la transparence qui est la grande absente du débat public.

Après les masques, les matériels de réanimation et les tests, c'est au tour des vaccins.

De combien de doses disposons nous exactement ?

Aujourd'hui les professionnels de santé de plus de 50 ans et ceux ayant des pathologies à risques ou signes de comorbidités se font vacciner mais après l'injection de la première dose du vaccin, ceux-ci en ressortent sans avoir de date pour la deuxième injection.

Dans certains établissements se sont tous les personnels qui y ont droit, dans d'autres uniquement les soignants travaillant directement auprès des patients.

On sait qu'un professionnel de santé à quatre fois plus de risque d'être contaminés.

Doivent-ils dès lors se faire vacciner, sans avoir la date de la seconde ?

Le vaccin sera-t-il aussi efficace si la deuxième injection a lieu 4 voire 5 semaines après la première injection ?

Que dire des moyens mis en œuvre pour prendre un rendez-vous afin de recevoir le fameux sésame, l'application « Doctolib » qui pédale dans la semoule et n'est plus en capacité de donner de rendez vous après seulement 3 jours de mise en place, un numéro de téléphone au abonné absent, encore une fois cette organisation n'est ni préparée, ni adaptée à la situation. Que doit en penser la population, celle-là même à qui on martèle jour et nuit, à la télé, à la radio et dans la presse écrite, qu'elle doit se faire vacciner ?

Une fois de plus, le capitalisme nuit à l'intérêt général, les laboratoires pharmaceutiques mettent à genoux les états.

Nous aimons scander que la santé n'est pas une marchandise mais il faut reconnaître que pour le Bigpharma cette pandémie est une aubaine financière.

Il est clair que la recherche a besoin de ces entreprises et elles ont prouvé leurs réactivités mais une fois la découverte faite, le profit reste leur valeur fondamentale.

Que dire de Sanofi qui licencie plus de 400 personnes dans sa branche recherche.

Le vaccin français serait prêt en fin d'année, pourrons nous tenir jusque-là ?

Les dommages psychologiques se font ressentir sur la population, les attermoissements de l'exécutif n'y sont pas étranger, en plus d'une crise sanitaire nous traversons une crise de confiance envers la politique gouvernementale pour qui la santé n'est rien face aux intérêts économiques.

La France a besoin d'un état fort, capable de faire face à cette crise et de placer ses institutions au premier plan.

Aujourd'hui, les élus du peuple à savoir les député(e)s ne sont plus consulté(e)s pour les décisions prises pour nous citoyens. Tout est décidé en conseil de défense.

Nous exigeons de faire des vaccins des biens-communs universels, face au risque de monopolisation de ceux-ci par les pays les plus riches, alors qu'ils ont été largement financés par les pré-achats de tous les Etats et ils devraient être des biens publics, pour des raisons à la fois d'éthique mais aussi d'efficacité face à la COVID-19.

Et cerise sur le gâteau, un Ministre de la santé qui manie les chiffres et les objectifs à sa guise, 15 millions de vaccinés d'ici fin juin pour le sénat à 13 h et 70 millions à 20h pour le JT de TF1.

Le gouvernement nous doit au moins de la clarté, à défaut d'avoir des solutions